

Le conseil communal de Bruxelles s'est réuni aujourd'hui, à 2 heures, sous la présidence de M. le bourgmestre.

Après approbation de plusieurs actes de l'administration des hospices, l'assemblée s'est occupée du projet de drainage du bois de la Cambre.

M. le bourgmestre a donné lecture de deux lettres de protestation des communes d'Etterbeek et de Saint-Josse-ten-Noode, qui soutiennent que ce projet leur porterait préjudice, en soulevant les sources qui alimentent le Maebbeck, ou tout au moins en diminuant le débit.

L'honorable bourgmestre a contesté le fondement de ces protestations.

M. Trappenberg a combattu le projet. Il a demandé un travail d'ensemble pour l'agglomération bruxelloise. L'eau du lac ne lui paraît pas être une ressource bien sérieuse. L'honorable membre a formulé la proposition suivante :

« Le conseil prie le collège de lui présenter un rapport complet sur l'état général de la question du volume d'eau pour toute l'agglomération bruxelloise avec l'intervention financière des faubourgs, et de surcroît en attendant l'exécution de tout projet qui n'aurait pas pour but de prolonger celui qui fonctionne aujourd'hui en utilisant le grand aqueduc de Braine-Alleud, ainsi que l'indique M. l'ingénieur Maus dans sa note du 17 janvier dernier.

« Le collège pourra appliquer immédiatement à ce dernier travail une somme de 250,000 francs. »

Le collège est d'accord avec M. Trappenberg pour reconnaître la nécessité d'un projet complet ; mais, a répondu M. le bourgmestre, ce projet doit encore être étudié ; il ne peut se réaliser que par un accord avec la province et les communes intéressées, accord difficile à obtenir. Il faut, pour un projet définitif, 12,000 mètres cubes d'eau de plus. On ne peut pas les avoir immédiatement. Or, dès à présent, en certains jours de sécheresse, il y a un manque de 4,000 mètres cubes. Le drainage du bois de la Cambre peut leur donner. Le collège ne considère pas ce drainage comme un projet définitif, mais comme un projet accessoire, destiné à combler immédiatement un déficit auquel on ne pourra pas faire face avant longtemps. Si l'on attend le projet général. On l'attendra au moins dix ans. Il ne faut pas confondre la grande question de l'augmentation du volume des eaux dans l'agglomération avec la question actuelle. Il ne s'agit aujourd'hui que d'un palliatif, mais d'un palliatif indispensable.

M. Trappenberg ayant maintenu sa proposition, M. Depraire a appuyé les observations de M. le bourgmestre. Cet honorable membre a discuté ensuite les critiques dirigées contre le projet de drainage du bois de la Cambre, notamment celles de M. le capitaine Verstraeten, que nous avons publiées sous toutes réserves. Il s'est attaché à établir la salubrité des eaux qui proviendront de ce drainage, et cela en s'appuyant sur ce qui se passe dans les mêmes conditions à Liège et à Lille. Il a expliqué que ces eaux seront suffisamment aérées et qu'elles ne renfermeront pas de substances minérales nuisibles par leur quantité ou leur qualité. Nous reviendrons sur cet intéressant discours.

M. Allard a combattu le projet du collège, non pas au point de vue scientifique, mais au point de vue administratif et financier. Le projet intéressant non seulement la capitale mais aussi les communes suburbaines, il n'est pas juste d'en faire subir les frais aux seuls habitants de Bruxelles. L'honorable membre estime que la ville a le droit et le devoir de réclamer les concours des communes suburbaines, sinon de la province et de l'Etat. Il est d'avis que le projet doit être renvoyé à la sous-commission provinciale des eaux, afin de sauvegarder les intérêts financiers de la ville, afin de ne pas augmenter sa part contributive dans les frais du travail d'ensemble. Si les communes suburbaines refusent leur concours, on leur refusera de leur verser des abonnements.

Le renvoi aux sections des faubourgs et du contentieux a été proposé par M. Schmidt.

D'accord avec M. Allard sur la question du concours des communes suburbaines, M. le bourgmestre a fait remarquer que la ville se trouve en présence d'une nécessité impérieuse qui lui permet pas d'attendre ce concours, si équitable qu'il soit.

Après quelques autres observations de MM. Oris, Gatoir, Trappenberg et Godefray, l'ajournement proposé par M. Allard, a été rejeté par 19 voix contre 8. Le projet du collège a été ensuite mis aux voix. Il a été adopté par 23 voix contre 2 (MM. Capoullet, Gatoir, Allard et Trappenberg).

Sur la proposition de M. Gatoir, la discussion relative à la suppression de la publication hebdomadaire du prix du pain a été ajournée à une prochaine séance. Membre décision pour la suppression du macadam du boulevard Botanique, le rapport de la section des travaux publics n'étant pas prêt.

Le conseil a voté l'acquisition d'une maison, rue de Marais, pour le Conservatoire de danse.

M. le bourgmestre a communiqué au conseil une lettre de M. Auguste Vanier, demandant sa mise à la retraite à partir du 1^{er} janvier prochain. — Renvoi au collège et à la commission des pensions.

Le conseil s'est formé en comité secret à 4 heures et demi.

M. Aguilard, ministre plénipotentiaire d'Espagne à Bruxelles, vient de partir pour Madrid, afin de prendre part aux travaux du Congrès.

En son absence, la légation d'Espagne sera gérée par M. le chevalier de Prat.

La cour d'appel de Bruxelles, toutes chambres réunies, sous la présidence de M. Gérard, premier président, s'est assemblée ce matin, à neuf heures et demi, en audience publique et solennelle. C'était pour procéder, avec le cérémonial de rigueur, à la réception du serment et à l'installation de M. Edouard Delecoeur, ci-devant vice-président du tribunal de première instance de cette ville, nommé, par arrêté royal du 11 courant, conseiller à cette cour d'appel, en remplacement de M. Scaulière, démissionnaire, admis à la retraite.

M. le procureur général F. Delecoeur, occupait son siège, de même que MM. les avocats généraux et substituts, à l'exception de M. le premier avocat général Verdunnen, empêché.

Aucun membre du barreau n'était présent à la barre.

M. De Roissart, greffier en chef, ayant donné lecture de l'arrêté royal de nomination, une députation composée de MM. les conseillers Babut du Marais et de Brandner et de M. l'avocat général Bosch, a introduit le récipiendaire qui a prêté serment et qui a été déclaré installé dans ses nouvelles fonctions de conseiller.

M. le premier président ayant donné acte de ces formalités, au nom de la cour, l'audience solennelle a été levée.

M. le conseiller De Bay, absent de la ville, n'a pu assister à cette assemblée.

Le projet ayant pour but de créer à Bruxelles un port accessible aux navires de fort tonnage vient d'entrer dans une phase nouvelle. MM. Henry Lee et Ellis, les constructeurs anglais, qui exécutent en ce moment même les travaux du port d'Amsterdam, d'accord avec les premiers demandeurs en concession, viennent de soumettre à l'administration communale des plans qui modifient le projet primitif. Celui-ci comportait le relèvement du niveau du canal de Willemsoek sur toute sa longueur, dans la partie comprise entre le niveau actuel et le niveau de la mer, au point de vue du canal de Charleroi. Il n'y aurait des lors que trois culées entre Bruxelles et l'Escaut.

Un bazar de charité, au profit des pauvres de l'Eglise évangélique protestante aura lieu à la salle Marqu (entrée par la rue du Bois Sauvage), les 17, 18 et 19 décembre, et pourra être visité de 11 à 4 heures.

Les dames patronnesses se sont appliquées à organiser le bazar dans toutes les conditions de succès, et les visiteurs y trouveront un nombreux assortiment d'articles de goût et d'utilité, à des prix modérés, ce qui ne gâte rien.

succès, et les visiteurs y trouveront un nombreux assortiment d'articles de goût et d'utilité, à des prix modérés, ce qui ne gâte rien.

Arts, sciences et littérature.

THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-HUBERT. — La Sonnette, de Meilhac et Halévy, qui fait courir tout Paris en ce moment, accompagnera aujourd'hui mardi le Tour de France.

Bulletin de la bourse de Bruxelles.

16 décembre. — La bourse est excellente. L'emprunt français et les Métalliques sont très-demandés dès le début à 87-25, à 61 3/8. Les annuités à revenu variable sont également en voie de reprise ; on les recherche à 48 1/4.

Le comptant est ferme. Le 4 1/2 belge est bien tenu à 102-05 et la Banque nationale à 3785. La Banque de l'Union est un peu plus fermes à 240.

Les obligations et actions de chemins de fer sont sans variation sérieuse.

Change faible. Le Londres est offert à fr. 25-43 1/2, et le Paris à 6 1/2 par mille de pièce.

Communications et avis divers.

La MESSAGERIE EXPRESS, rue des Epicerons, 9 à Bruxelles, — 14, rue Morazag, à Paris, — se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en grande et petite vitesse. — Débarquements du mont-de-piété. — Commission. — Agence en douane.

— Estomac, nerfs, foie, poitrine, guéris sans médecine par la douce Revalenta Du Barry, 12, rue de l'Empereur, Bruxelles. Fr. 2-25, 4, 7. — Velours noir et robes à fr. 1-75, Marché-au-Bois, 8. — Fabus de Waterproof, 7 et 8, pl. St-Godef.

NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 15 décembre.

Si je consulte la physiologie générale de la situation au point de vue de ceux qui désirent l'affermissement de la république, je trouve aujourd'hui une véritable consternation comme résultat de la séance d'hier. On voit le gouvernement livré à la droite ; la majorité du 29 novembre, avisée, et cette alliance néfaste de M. Thiers et de la réaction cimentée par l'alliance du discours du garde des sceaux dans toutes les communes. Sans contester tous ces faits, je ne crois pas que la conséquence en doive être nécessairement aussi grave qu'on le suppose.

Sans doute, après un discours modéré, indiscutable en droit, de M. Gambetta, toutes les vieilles injures ont été ressuscitées impudemment contre lui. On a rappelé ses fautes, ses excès de pouvoir, mais avec cette mauvaise foi qui caractérise les ennemis de la dissolution, on ne rappelle pas qu'il était devant l'ennemi et que tout était excusable, sinon légitime, pour assurer l'unité de la défense. On a joué encore au visage de M. Gambetta son séjour en Espagne, comme s'il n'avait pas été parfaitement indifférent qu'il fût en Espagne ou en France au moment où sa chute du pouvoir ne lui permettait plus de rendre aucun service au pays. M. Raoul Duval a affecté de confondre les membres de l'extrême gauche, ceux mêmes de la gauche avec les bandits de la Commune, pouvant d'autant moins ignorer qu'il y avait là une odieuse machine de guerre et non un argument sérieux, que dans la séance même, de tous les côtés incriminés de la Chambre, étaient venues des protestations contre l'accusation. Il est bien réel que M. le duc d'Audiffert-Pasquier, en s'élevant contre la campagne des pétitions au nom du suffrage universel représenté dans la Chambre, a protesté contre la souveraineté du nombre, ce qui est ou non un non-sens ou simplement un déni du droit de ce même suffrage universel.

Il est bien vrai encore que la séance a été troublée par des violences injurieuses, et que la gauche, insultée et entamée, n'a pas su se dominer quand elle n'avait qu'à se dire une chose : c'est que ceux qui nous ont fait venir, maintenant, dans un délai plus ou moins long, mais qu'il ne leur est pas possible d'échapper, baltés par le suffrage universel.

Il est bien vrai encore que le garde des sceaux a cherché à flatter les plus misérables passions de la droite en empruntant à M. d'Audiffert-Pasquier le système des personnalités, des allusions injurieuses. Mais je ne vois que le résultat, et je ne crois pas que de cet état de choses, appuyé sur la gauche, mais la majorité de la droite qui soit divisée.

Il me paraît positif que les discours de M. Dufaure, qui fut poussé des cris de joie à la réaction et proclamer déjà comme indissoluble l'alliance du gouvernement et de la réaction, va complètement énerver l'action de la commission des Trente. Comment voulez-vous que la majorité se montre si sévère pour un gouvernement dont le représentant a maltraité si fort la gauche ? Il est évident que beaucoup d'indécis sont ralliés ; mais à quel sort se triomphe-t-elle ? M. Thiers ne sera pas annulé, tant qu'il gardera la libre disposition de ses portefeuilles, tant qu'il sera le maître des fonctionnaires de tout ordre et notamment des préfets. Or, je serais bien étonné si la coalition monarchique gagnait à la journée d'hier un seul portefeuille ou un seul préfet.

C'est ce que je suppose que, fût-elle même maîtresse de l'administration, il lui fût donné de changer les dispositions de la population, en mettant d'un jour à l'autre le néo-républicanisme plus violent. Mais il résulterait néanmoins de la présence de MM. les ducs et de leurs acolytes au ministère, une défiance profonde et une anarchie morale des plus funestes pour les affaires. Eh bien ! je ne puis vous donner qu'une humble opinion, absolument individuelle, mais je crois ce danger plus éloigné que jamais, après la séance d'hier. C'est, je crois, un répit dans ces luttes qui inquiètent et épuisent le pays ; c'est enfin un temps de calme qui va nous rapprocher, en nous reposant un peu de toutes les secousses, du terme inévitable, inexorable, auquel il faudra bien pourtant qu'on interroge ce pays, que MM. de la droite s'obstinent à refuser, eux qui souhaitent d'ajouter leur bonne foi ordinaire, lorsqu'ils accusent hier les radicaux de 1849 de résister aux pétitions, que ces mêmes radicaux pourtant avaient émis alors, et assez vite, la voix de pays.

D'après ce qui m'est affirmé, M. Thiers serait fort mécontent de M. Dufaure, et trouverait qu'il est sorti du terrain du Message, et a constitué une majorité antirépublicaine. Le fait est exact, et tout le monde sera heureux de constater ces dispositions chez M. Thiers. Reste à savoir si M. Dufaure, en abandonnant toutes les chances d'un coup d'Etat parlementaire, qu'il a obtenu d'espérer, ne se perd pas, en passant l'ennemi dans le camp ennemi, le danger même de la dissolution, n'a pas même servi les intérêts de la république qu'il ne l'ait fait par une conduite plus digne et plus sincère. C'est là ce que l'avenir prouvera.

Dans tous les cas, la façon dont le garde des sceaux a servi les institutions actuelles et le gouvernement, dispense de toute reconnaissance à son égard ; et je crois que son discours, affiché dans toutes les communes, est plus de nature à nuire à sa personnalité et à sa réélection future qu'à la république. Mais ceci est l'affaire exclusive de M. Dufaure et, par conséquent, de fort peu d'intérêt.

La séance d'hier a eu quelques incidents extraparlimentaires dont il est inutile de parler de façon plus explicite pour ne pas les envelopper et pour ne contribuer du moins en rien aux conséquences qu'ils pourraient avoir. M. Buisson (de l'Aude) a fait une scène fort vive à M. Barthélemy Saint-Hilaire parce que le secrétaire de la présidence avait causé quelques instants avec M. Gambetta qui, parait-il, lui dit qu'il était d'intérêt le plus complet vis-à-vis du gouvernement et excepté des droits que donne à tous les députés le suffrage universel.

Il m'est assuré que le mouvement de pétitionnement auquel MM. de la droite ont voulu refuser le

caractère spontané et même sérieux, continue dans d'énormes proportions, et il ne peut plus désormais être arrêté puisque M. Dufaure lui-même en a reconnu le caractère légal. C'est encore là un des résultats les plus clairs de la séance d'hier. Toutefois les mesures ne s'arrêtent pas, et le préfet des Bouches-du-Rhône, pour sa part, vient d'annuler les Adresses des conseils municipaux d'Arles, d'Arleson, de Marseille, quoique signées hors session, et simultanément il a fait former un café à Aix, où avaient été signées des pétitions. De plus, sur la réquisition de M. Serre, avocat général, la cour d'appel de Nîmes a augmenté l'amende des directeurs de la maison de Villeneuve-les-Avignon, qui avaient laissé prononcer des discours par MM. Cazot et Laget, députés.

Les villes de Fontainebleau et de Nemours ont obtenu du gouvernement allemand, par l'entremise de M. de Saint-Vallier, le remboursement des frais de séjour de garnisons prussiennes. La garnison française de la première de ces deux villes va être augmentée le mois prochain.

(Autre correspondance.)

Paris, 15 décembre.

Le grand débat d'hier a été trop passionné pour ne pas donner lieu à des appréciations diverses, et je crois pouvoir supposer que cette diversité des appréciations se retrouvera probablement même dans les correspondances qui vous ont déjà été et qui vous seront encore adressées, car l'émotion produite par la discussion de samedi est loin d'être apaisée. Voulez-vous permettre à un spectateur calme et impartial de cette séance de vous donner son impression ?

C'est une évolution. Définitive ? Je ne le crois pas. Mais en fait, pour le moment, c'est une évolution complète, absolue du gouvernement vers la droite. M. Dufaure — autorisé ou non, je n'en sais rien, — parlant au nom du gouvernement, a déclaré... que dis-je ? a mis en miettes, à la tribune, le Message du président de la république. De plus, sans sommation de la droite, sans nécessité, volontairement et de propos prémedité, il a fait ce que M. Thiers s'était si dignement refusé à faire dans la fameuse séance du 29 novembre, en dépit des clameurs et des injonctions des monarchistes : il a attaqué violemment une fraction de l'Assemblée, en recourant aux personnalités les plus directes et les plus acérées.

Vous supposez, on plutôt non, vous ne pouvez vous imaginer quels applaudissements frénétiques, quels braves, quelles acclamations, quel triomphe, quel soutien le ministère pendant qu'il se livrait à cette exécution. Et quand il est descendu de la tribune, les mains tendues vers la droite, du côté de la droite, que pour se tendre vers lui ; quelques-uns agitaient des mouchoirs ; un moment j'ai cru que M. Dufaure allait être porté en triomphe à travers la salle. Et parait-il que les ardeurs furent les Gardes, les Lorgeril, les Baragnon, les Dahirel, la fleur des poils de la droite la plus pure.

Le fait est qu'il n'est pas un de ces messieurs qui n'ait pu prononcer, sans y changer une phrase, un mot, les discours qui provoquaient tout cet enthousiasme. Non pas que je fasse à M. Dufaure l'injure de comparer sa dialectique claire et nette, son ironie fine et mordante à la façon vulgaire de M. Baragnon ou à ses déclamations échevelées de M. Lorgeril ; mais talent à part, question de forme réservée, le discours du ministre de la justice aurait pu sortir de la bouche de n'importe quel orateur de la droite.

Et c'est là la surprise. Un savant bien que M. Dufaure ne serait pas tendre pour la gauche ; on savait qu'il blâmerait, formellement, au nom du gouvernement, les manifestes et le mouvement dissolutionnistes ; mais on pensait que, tout en cherchant à se rallier le centre droit et la droite modérée, il s'abstenait au moins de toute caresse pour l'extrême droite ; d'aucuns espéraient même qu'il ferait la part de chacun et que, après avoir adressé ses duretés à la gauche, il se dégraderait par une phrase, par un mot, de toute solidarité avec la droite pure, ayant l'air de placer ainsi le gouvernement à égale distance des deux extrêmes. Mais la phrase n'a pas été dite. M. Dufaure a tenu à ne pas jeter le moindre rétrograde sur les braves d'un côté de l'Assemblée, et quand des voix lui ont crié, au moment où il parlait du banquet de Grenoble : « Et le banquet de Bordeaux, qu'en pensez-vous ? » il s'est bien gardé d'exprimer une opinion. La moindre parole de gauche pouvait lui faire perdre quelques voix de l'extrême droite, et il tenait à obtenir dans le scrutin les 500 suffrages que les droites réunies ne cessent de promettre au gouvernement le jour où il se rallierait complètement à elle. Ces cinq cents voix se sont trouvées en effet dans l'urne.

Et cependant, pour quiconque est au courant de la situation et des péripéties qui, dans les coulisses parlementaires, ont précédé le vote, le vaincu de ce débat, ce n'est pas la gauche. Loins de là. La gauche ne comptait guère que 180 voix environ. Le scrutin lui en a donné près de 300. Elle s'est tenue pour satisfaite et a accueilli la proclamation de ce résultat par des applaudissements.

Quel est donc le vaincu ? Il faut bien le dire, c'est le centre gauche. C'est le centre gauche qui a été battu. Cette fraction de l'Assemblée rêvait, vous le savez, la formation d'une majorité à l'aide de ce qu'elle appelle la fusion des centres, en laissant de côté non seulement l'extrême droite et l'extrême gauche, mais même la plus grande partie de la gauche modérée. C'est ce qu'elle tenta de faire, à la suite de l'interpellation du général Changarnier, en poussant le gouvernement à accepter l'amendement de M. Mettel, de préférence à celui de l'amiral Jaurès. Vous vous rappelez le pitoyable résultat de cette manœuvre. Le gouvernement obtint une de ces victoires à la Pyrrhus qui affaiblissent au lieu de fortifier, si bien que le lendemain il fut vaincu par le vote de confiance. La leçon n'a pas profité au centre gauche, qui a voulu renouveler sa tentative. Mais, cette fois, le résultat a été plus pitoyable encore. Non seulement il n'a pas remporté de victoire incertaine, mais il a disparu, éliminé, englouti dans les flots tumultueux des droites républicaines. Il n'a pu aboutir qu'à un suicide par immersion.

Ne voulant pas marcher avec la gauche modérée, comprenant, d'un autre côté, qu'une alliance entre lui et la droite extrême le perdrait aux yeux du pays, il se voyait contraint de trouver une combinaison qui le débarrassât de cet éternel pharos trop compromettant. La droite avait préparé un ordre du jour motivé : le centre gauche y substituait l'ordre du jour pur et simple. Comme l'ordre du jour pur et simple, à toujours la priorité, l'espérait que le vote lui donnerait une majorité de droite et de gauche, les deux fractions extrêmes de l'Assemblée seules le repoussant. Il avait compté sans M. le garde des sceaux. A peine le discours de M. Dufaure était-il terminé, que toutes les droites déclaraient abandonner les considérants de leur ordre du jour motivé, pour accepter l'ordre du jour pur et simple, « avec les commentaires de M. le garde des sceaux. » Je le crois bien ; les commentaires de M. Dufaure étaient autrement accentués que les considérants de la droite. Et le centre gauche honnête, désorienté, faisant abnégation de toute initiative, de toute pensée propre, renonçant à s'affirmer — comme il ne cesse d'en avoir la prétention — est venu humblement fondre ses cent et quelques voix dans les 350 voix de la droite, — qui n'avait pas besoin de cet appoint pour triompher, — donnant ainsi, lui aussi, son adhésion aux commentaires de M. Dufaure ! Et voilà comment, s'est renforcée cette fameuse majorité de 500 voix promise au gouvernement par la droite, le jour où il consentait à s'appuyer exclusivement sur elle. Mais le centre gauche a disparu.

Est-ce à dire que cette majorité, soit réellement constituée, et que désormais la droite ne va plus trouver, pour faire obstacle à ses desseins, que les deux cents voix de la gauche ? Non, certes, je vous ai dit, en commençant, que l'évolution du gouvernement vers la droite avait été complète dans cette

séance, mais que, selon moi, elle n'était pas définitive. Quelques personnes affirment même déjà que M. le président de la république n'avait pas autorisé M. Dufaure à aller aussi loin qu'il l'a été, et qu'il est par conséquent fort mécontent de cette incartade de son ministre. Je ne crois, pour ma part, ni à l'autorisation ni au mécontentement. Je suppose que M. Thiers sera bête à briser le garde des sceaux de réserver le droit de pétition, lui laissant carte blanche pour le reste. M. Dufaure en a profité pour s'en donner à cœur joie contre la gauche qu'il n'aime guère. Mais M. Thiers sait bien qu'il retrouvera cette droite à ses côtés, comme il retrouvera la droite en face de lui, quand reviendront à l'ordre du jour les questions capitales qui ont déjà partagé l'Assemblée en deux fractions à peu près égales. L'évolution de M. Dufaure, en donnant une apparence de satisfaction momentanée aux passions de la droite, permet de tracer un peu les choses en longueur, d'ajourner les débats sur ces questions capitales à une époque où l'agitation qu'elles peuvent provoquer aura des conséquences moins funestes pour le commerce et l'industrie que pendant la quinzaine dans laquelle nous en sommes. C'est, je crois, ce qu'aura voulu le président de la république.

En faveur de ce résultat, il ne saura peut-être pas trop mauvais gré à M. Dufaure d'avoir dépassé la mesure, sous l'empire de ses sentiments personnels. Mais vienne la grande discussion sur les réformes élaborées par la commission des Trente, et vous verrez ce que deviendra la fameuse majorité des cinq cents voix !

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 15 décembre.

Le résultat de la séance — des séances tumultueuses d'hier et de celle nuit ? Leur sens général ? En quelques mots rapides, le voici :

L'œuvre laborieuse de la dissolution est commencée. — Qu'importe le scrutin ? On peut dire de ce scrutin ce qu'on a dit de certaines victoires : — Combien en faut-il pour faire une défaite ?

Les discours de M. Gambetta, les réponses même de ses adversaires ont semé des paroles dissolvantes qui produisent dans les corps politiques l'effet de certains agents de désorganisation chimiques dans une cornue.

Le garde des sceaux lui-même, tant applaudi de la droite parce qu'il a jeté des poignées de harognes pour provoquer, qu'il a dit au démenteur, si ce n'est que le droit de pétition était entier et qu'il était parfaitement licite et légitime aux mandataires de remonter aux mandataires que l'heure de la déchéance du mandat apparaît.

Sur la demande de la droite on va faire afficher cela dans toutes les communes de France. Allons, tant mieux ! Ceux des électeurs bénévoles qui auraient pensé mal faire en pétitionnant verront qu'ils sont dans leur droit.

Quant au résultat de pareilles séances sur le pays, il est désastreux pour le régime parlementaire. Je ne veux pas vous répéter ce que bon nombre de gens s'écrient aujourd'hui... Mais si M. le duc d'Audiffert-Pasquier veut, comme il l'a dit, sauvegarder avant tout les intérêts conservateurs et les libertés parlementaires, il fera bien de conseiller à ses amis de ne pas préparer souvent à Versailles de ces petites fêtes.

Admettant, à partir de ces deux séances commence une nouvelle période pour cette Assemblée. Nous Favons vue à Bordeaux et pendant la Commune cherchant à se constituer en tant que corps politique ; puis, de juillet 1871 jusqu'à ce jour, s'essayant à régner ; nous allons la voir entrer dans la période de l'impuissance qui lutte et succombe.

(Autre correspondance.)

Versailles, 15 décembre.

Vous connaissez aujourd'hui tous les incidents de la séance d'hier. On s'accorde à louer les discours très-habile et très-modéré de M. Gambetta, mais on se montre généralement très-irrité contre la conduite de M. Dufaure. M. le garde des sceaux, grisé probablement par le succès qu'il a obtenu après de la droite lorsqu'il a défendu sa loi sur le jury, s'est mis hier à la remorque de M. Raoul Duval pour attaquer M. Gambetta et flatter les passions réactionnaires, alors que son intervention dans le débat paraissait absolument inutile, puisque la droite comme la gauche avaient mis le gouvernement en dehors de la discussion.

M. le ministre de la justice, en prenant la parole d'une façon impulsive, ne s'est-il pas trop avancé et n'a-t-il pas compromis le gouvernement ? D'après nos renseignements, dans un conseil des ministres qui avait été tenu vendredi dernier, M. Dufaure avait été chargé de porter à la tribune une déclaration de loi et de dire au nom de la justice que le gouvernement se rangeait du côté de la droite, mais que M. Thiers était d'avis, au contraire, que le gouvernement, ou ne parlait pas, ou du moins se bornait à une brève déclaration consistant à reconnaître le droit du pétitionnement et expliquant toutefois que le mouvement dissolutionniste était inopportun. M. Dufaure n'a pas évidemment rempli la tâche que ses collègues lui avaient imposée, il a dépassé le but. Aussi, vous ne vous étonnez pas que quelques ministres, en sortant de la séance, n'aient point dissimulé leur mécontentement.

On dit que la gauche est fort irritée et que le centre gauche partage cette irritation. On ajoute même que quelques représentants républicains doivent avoir une entrevue avec M. Thiers pour s'entretenir avec lui de la situation. Il ne paraît pas probable, comme on le dit, que la gauche abandonne M. Thiers, malgré l'anathème lancé contre elle par M. Dufaure. On dit même aujourd'hui que M. le garde des sceaux s'ennuierait que le parti républicain lui en voulait, attendu qu'il n'a songé dans son discours qu'à viser la gauche radicale. Cette explication ne peut satisfaire le parti républicain, qui ne pourra être rassuré que par les assurances qu'il pourra recevoir du président de la république.

Plusieurs membres de la gauche avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir me disaient que M. Thiers n'avait nullement paru inquiet du mouvement pacifique qui s'est produit depuis plusieurs jours en faveur de la dissolution ; on considère généralement que cette question de dissolution, qui a été abordée prématurément à cause de la droite, sera de nouveau mise en discussion lors de la déposition du rapport de la commission des Trente, et on pense surtout que le renouvellement partiel sera l'objet d'une grave discussion.

On blâme généralement le centre gauche de n'avoir pas pris la parole dans la séance d'hier, et de s'être refusé à présenter un ordre du jour de conciliation qui aurait pu être adopté par les amis du gouvernement.

On prétend que M. Thiers aurait l'intention de dire aux députés de la gauche que M. le garde des sceaux n'a aucunement voulu attaquer la gauche républicaine.

(Correspond. théâtrale de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 15 décembre.

C'est un événement au théâtre, s'il en fut jamais, que la reprise de *Britannicus*, hier soir, à la Comédie française, avec un luxe d'interprétation tout à fait inusité. Ce n'est pas la faute si cet événement-là coïncide avec l'un des plus graves débats parlementaires qui se soient jamais engagés à l'Assemblée nationale et si la mémorable séance de nuit du palais de Versailles s'est manifestement destinée à faire échec à la solennelle soirée offerte au public par Richelieu.

Surplus, s'il est vrai que nous sommes en république, ce n'est pas encore, Dieu merci, la république de Platon qui exclut les poètes, et Racine a conservé et conservera toujours chez nous, je le crois, son droit de cité, comme sa place au Panthéon de nos gloires.

Quel meilleur geste serait-il possible d'en trouver que celui qui fournissait hier, en dépit de la pluie, des inondations et des préoccupations politiques,

toute cette foule amassée dans la vaste enceinte du Théâtre-Français ? Foule non moins brillante que compacte, s'il vous plaît, où les illustrations abondaient, où les notabilités étaient à remuer à la pelle. On eût dit une grande, très-grande première, pour employer l'argot sacramentel.

C'est qu'après, indépendamment de la continuation des débuts d'un jeune tragédien, qui a fixé au plus haut point l'attention publique, Mounet-Sully, et de ceux de M^{lle} Sarah Bernhardt, autour de laquelle il s'est fait aussi quelque bruit, une actrice depuis longtemps en grand et légitime renom dans la maison de Molière, M^{lle} Arnould-Plessy devait, changeant de rôle et de manière, aborder pour la première fois l'emploi des roines de tragédie.

Quel fut-il qui eût été l'interprète la plus attirée des ames de Marivaux, que l'Armande des *Faustes comédiens*, la Silvia du *Jeu de l'Amour et du Hasard*, abdicant un beau soir la poudre et les mouchoirs, qu'elle jetterait son éventail par-dessus la rampe, pour venir sous les plis du péplum de pourpre, frangé d'or, et chassée du collier tragique, réclamer les fleurs alexandrines que Racine a placées dans la bouche de l'impératrice Agrippine ? Allons, démodé, et il n'y a que ce qu'on ne prévoit pas qui arrive... au théâtre, comme partout ailleurs.

M^{lle} Arnould-Plessy a-t-elle été bien inspirée dans sa détermination ? C'est ce qu'il convient d'examiner incontinent sans plus de préambule ; car, étant donné le vent qui souffle de plus en plus fort à la résurrection du vieux genre de la tragédie, je n'ai pas à rechercher ici pourquoi et comment l'un des plus importants chefs-d'œuvre de Racine a reconquis sa place au répertoire.

Déjà, s'il vous en souvient, l'hiver passé, la comédie de M. Henri Meilhac, qui a pour titre *Nany*, nous avait montré l'actrice dont il s'agit sous les traits d'une Agrippine bourgeoise, et, bien que le sort de cette nouveauté n'ait pas été des plus éclatants, le succès du moins n'avait pas été tout à fait nul. M^{lle} Arnould-Plessy, dont l'incarnation dans ce type fut remarquée et mérita de l'éloge.

Certes, du rôle de Nany à celui d'Agrippine, il y a une énorme enjambée ; mais enfin, il faut bien reconnaître que la plupart des qualités voulues pour personnifier la veuve aliène de l'empereur Claude ne sauraient être refusées à M^{lle} Plessy. Elle a la taille, l'ampleur, la majesté, tout le côté plastique, enfin, d'un pareil rôle ; elle en rend également très-bien les mouvements passionnés, témoin le troisième acte, mais du moment où son débit, très-savant et très-correct, doit s'accrocher, les hémioloches, les sylabes seules s'entassent dans sa bouche et n'en sortent plus que confusément.

C'est vous dire que, si incontesté qu'il ait été, hier soir, le succès de M^{lle} Plessy, dans cette grande œuvre, dont on peut dire qu'elle est sortie avec beaucoup d'honneur, ce succès-là n'est pas de tous points incontestable, et qu'une actrice aussi éminente qu'elle ne saurait s'en contenter.

Est-ce bien absolument, d'ailleurs, à M^{lle} Plessy qu'il faut s'en prendre de la réserve que je crois devoir apporter dans l'expression des suffrages qu'il m'appartient d'enregistrer dans cette lettre ? Serait-ce le seul à proclamer bien haut que tout ce que la représentation d'hier soir a pu laisser paraître à désirer doit être imputé principalement au jeune tragédien, à qui était échu en partage le périlleux honneur de remplir le rôle du Talmi, a laissé les souvenirs les plus ineffaçables ? Je ne le crois pas.

Oui certes, et je regrette profondément d'avoir à insister sur cette assertion. Mounet-Sully n'a pas seulement, à mon sens, mal compris et conséquemment mal rendu, en plus d'un endroit, le rôle de l'empereur Néron, mais encore en forçant constamment le diapason de son puissant organe, il a entraîné fatalement des et ceux qui lui donnaient la réplique à des écarts de voix, excusables peut-être ailleurs qu'au Théâtre-Français.

Co n'est plus l'empereur Néron, jeune encore et osant à peine secouer par intervalles le joug maternel, c'est un énergumène, un fou furieux qui nous est apparu hier soir sous les traits de Mounet-Sully. Le Néron comédien de Tacite et de Racine qui, depuis la première scène jusqu'à la dernière, cherche comme un jeune tigre à rentrer ses griffes, est devenu tragédien d'un bout à l'autre de l'action, sans transition et sans mesure. Quel contre-sens !

J'ajoute bien vite aussi : quel dommage, quand on est aussi richement doté par la nature, que l'est ce jeune Mounet-Sully. N'y a-t-il donc une personne aux répétitions, dans les coulisses de la Comédie française, pour lui dire qu'il faisait fausse route ? Personne pour lui crier : casse cou ! c'est désolant, ma parole d'honneur.

Savez-vous que j'ai bénéficié de toutes ces exagérations de jeu et de débit ? C'est Maubant, d'abord, qui a obtenu dans le rôle sympathique de Burrhus, dont il s'est acquitté avec émotion et simplicité, un succès enthousiaste. L'enthousiasme même était tel qu'on n'aurait pu tout faire revenir l

